

Dans tous les pays d'Europe où des partis populistes ou de droite extrême ont participé à un gouvernement (Italie, Autriche, Pays Bas ...), les politiques mises en oeuvre ont été les mêmes : Accélération de la destruction du droit du travail, remise en cause des droits des chômeurs, du droit des femmes (droit à la contraception et à l'avortement notamment), démantèlement des services publics et, dans le même temps, assouplissement des législations et des contrôles en matière de transparence financière.

Les alliances de la droite et de l'extrême droite ont toujours travaillé et travaillent toujours pour les plus riches.

Mais plus que le discours de l'extrême droite, c'est l'écho toujours grandissant de ses thèses qui inquiète.

La focalisation du débat politique sur le terrain sécuritaire et sur les questions d'immigration assumée par une partie de la classe politique, perméable aux dérives populistes et un retour à l'ordre moral, est préoccupante d'autant plus qu'elle s'inscrit dans un contexte de régression économique et sociale : remise en cause des acquis sociaux, exclusion et précarisation accrue de secteurs entiers de la société, chasse aux sans-papiers et à leurs enfants, criminalisation de l'action syndicale, relecture du passé colonial...

**La lutte contre le CPE, les mobilisations en faveur des enfants menacés d'expulsion (RESF) ont montré qu'il était possible, en s'en donnant les moyens, de transformer des combats en victoires.**

**À l'heure où la France, comme une grande partie de l'Europe, est sous la menace d'une vague populiste, il doit en être de même avec la lutte contre les idées d'extrême droite.**

Les élections de 2007 risquent de confirmer la gravité de la crise politique et sociale que traverse, comme bien d'autres en Europe, notre pays. Une abstention élevée, une déconsidération des partis de gouvernement, la menace d'une nouvelle poussée de l'extrême droite, voilà autant de signes révélateurs des attentes déçues d'une partie de la population.

Les formidables, mais éphémères, mobilisations contre le FN, en avril 2002, n'ont pas signifié le retour à la normale d'autant que le climat économique, social s'est, depuis, encore détérioré et que l'angoisse sociale s'est désormais répandue à toutes les couches de la société.

Parce que le Le Pen arrive en tête chez les ouvriers (25 %), les employés (22 %) et les chômeurs, le mouvement syndical, convaincu qu'il ne peut y avoir de véritable démocratie sociale sans une démocratie politique solide, se doit :

- ✓ D'expliquer que l'extrême droite ne fait que profiter de l'insécurité sociale croissante de nombreux citoyens,
- ✓ De dénoncer la réalité du «programme» porté par le FN,
- ✓ De développer une action syndicale répondant aux aspirations des salariés, retraités et chômeurs.

Loin de défendre «les petits contre les gros», le programme du FN aggrave les inégalités, favorise les plus riches et en fait supporter les charges aux plus modestes.

**Qu'iraient donc faire les salariés dans cette galère si contraire à leurs intérêts ?**

*Il appartient  
aux syndicats  
de lutter contre  
l'extrême-droite*



---

**Ce que cache  
le programme  
du Front National**

---

# UN PROGRAMME ANTISOCIAL

Le Pen se plaint à dénoncer « l'ordre établi » et à se déclarer « en faveur des français modestes ». Il emploie des formules qui cherchent à faire écho aux problèmes rencontrés par une partie des salariés.

Mais derrière ces déclarations simplificatrices et démagogiques se cache la réalité d'un programme social et économique inégalitaire :



## UN REPLI ÉCONOMIQUE ET UN RECU DE L'EMPLOI

Le Front National propose de revenir au protectionnisme comme réponse au libéralisme sauvage. Il préconise l'augmentation des droits de douane sur tous les produits et le contingentement des importations ce qui majorerait le prix des produits consommés au détriment du pouvoir d'achat. Ces mesures susciteraient des actes de rétorsion de la part des autres pays limitant ainsi nos exportations au péril de l'emploi.



## UNE AGGRAVATION DES INÉGALITÉS

« L'impôt sur le revenu n'est pas un impôt juste » avait déclaré Le Pen dès 1997 « Il faut le supprimer en 5 ans » propose-t-il en préconisant une augmentation de la TVA sur la consommation. Cette augmentation frapperait le pouvoir d'achat de tous, notamment des plus pauvres. Non soumis à l'impôt sur le revenu, les ménages les plus modestes, ne profiteraient pas de la suppression de cette recette fiscale qui finance nombre de services publics accessibles à tous (éducation nationale, hôpitaux et système de soins, police et justice, infrastructures, transports..) et des mesures de redistribution sociale en faveur des démunis. Ne pouvant se payer des services privés de remplacement ils seraient de ceux qui en pâtiraient le plus. Cela, Le Pen se garde bien de le dire.



## UNE AUGMENTATION DES PROFITS

Le Front National veut intensifier la politique d'exonération des « charges sociales » patronales, soi-disant pour favoriser l'embauche reprenant cette idée libérale à la mode - mais non démontrée - selon laquelle la baisse du coût du travail favoriserait l'emploi. C'est oublier qu'aujourd'hui les entreprises qui font des profits licencient pour en faire davantage. Avec ces mesures, la sécurité sociale et les systèmes de retraite seraient rapidement déstabilisés par le manque à gagner.

Le Front National, favorable également à la flexibilité du travail, considère que la baisse du temps de travail ne peut se faire avec le maintien des salaires, « il est mensonger et démagogique (!) de faire croire aux travailleurs, et surtout aux moins qualifiés donc aux moins payés, que l'on peut réduire le temps de travail sans réduire leur revenu » dit-il. Il veut supprimer la loi sur les 35 heures. Reprenant le discours du patronat, Le Pen veut augmenter les profits en multipliant les cadeaux fiscaux aux entreprises : baisse de cotisations, de l'impôt sur les sociétés, suppression de la taxe professionnelle et des prélèvements sur les plus values boursières...



## UNE FRAGILISATION DES DROITS SOCIAUX

Après l'avoir critiquée, le FN prétend, aujourd'hui, défendre la Sécurité sociale en dénonçant les coûts insupportables que feraient peser sur elle les étrangers. C'est déformer la réalité : comportant une proportion d'actifs plus grande et ayant une consommation médicale plus faible que la population française, la population immigrée contribue, de fait, à améliorer l'équilibre financier de la Sécurité sociale. Bientôt, l'apport de l'immigration sera nécessaire pour équilibrer les régimes de retraite. Le Pen propose de créer, à côté d'institutions sociales spécifiques - et discriminatoires - pour les étrangers, des institutions sociales privées, notamment pour les retraites et la maladie, seuls les risques de base restant couverts par la sécurité sociale, pénalisant ceux qui n'ont pas les ressources suffisantes pour avoir recours aux assurances privées.